

**AVIS PUBLIC
DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE**

(District Saint-Sacrement)

SECOND PROJET DE RÉOLUTION

AVIS EST DONNÉ aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande d'approbation référendaire pour la zone concernée 3056-C-03 et pour les zones contiguës 4043-C-03, 3059-C-03, 3055-H-14 et 3054-C-03.

1. OBJET DU PROJET ET DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le **22 novembre 2021**, concernant une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), le Conseil municipal a adopté le second projet de résolution numéro 21-679 visant la délivrance d'un permis de construction d'un immeuble à vocation mixte regroupant des unités d'habitation et des espaces commerciaux de bureau au **3245, boulevard Laframboise** (lot 1 966 511), dans la zone 3056-C-03.

Plus précisément, cette demande vise à autoriser les éléments suivants dans la zone 3056-C-03 :

- le groupe d'usages « Résidence XXII (Résidence mixte) »;
- un bâtiment appartenant au groupe d'usages « Résidence XXII (Résidence mixte) » dont les usages commerciaux ne se localisent pas exclusivement au rez-de-chaussée, alors que l'article 13.2.22 alinéa 2 du *Règlement d'urbanisme numéro 350* prévoit que les bâtiments sont occupés au rez-de-chaussée par des établissements commerciaux et aux étages supérieurs par des logements;
- une hauteur maximale permise à 23.77 mètres, alors que la grille de spécifications de cette zone prévoit une hauteur maximale de 15 mètres;
- un indice d'occupation au sol maximal de 66.9 %, alors que la grille de spécifications de cette zone prévoit un indice au sol d'au plus 60 %;
- un rapport plancher/terrain maximal de 4.39, alors que la grille de spécifications de cette zone prévoit un rapport plancher/terrain de maximum 1.5;
- une terrasse aménagée sur le toit ayant un dégagement de moins de 2 mètres du débord du toit, contrairement à l'obligation prévue par l'article 16.1.3 alinéa 2 du *Règlement d'urbanisme numéro 350*.

La délivrance du certificat de construction dans ce projet est conditionnelle à ce que les chênes colonnaires apparaissant au plan d'aménagement paysager aient une hauteur minimale de 3 mètres et un calibre minimal de 50 millimètres à la plantation.

La résolution projetée aura pour conséquence de permettre la construction d'un immeuble à vocation mixte regroupant des unités d'habitation et des espaces commerciaux de bureau sis au 3245, boulevard Laframboise.

Ce second projet de résolution peut faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin que la résolution soit soumise à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

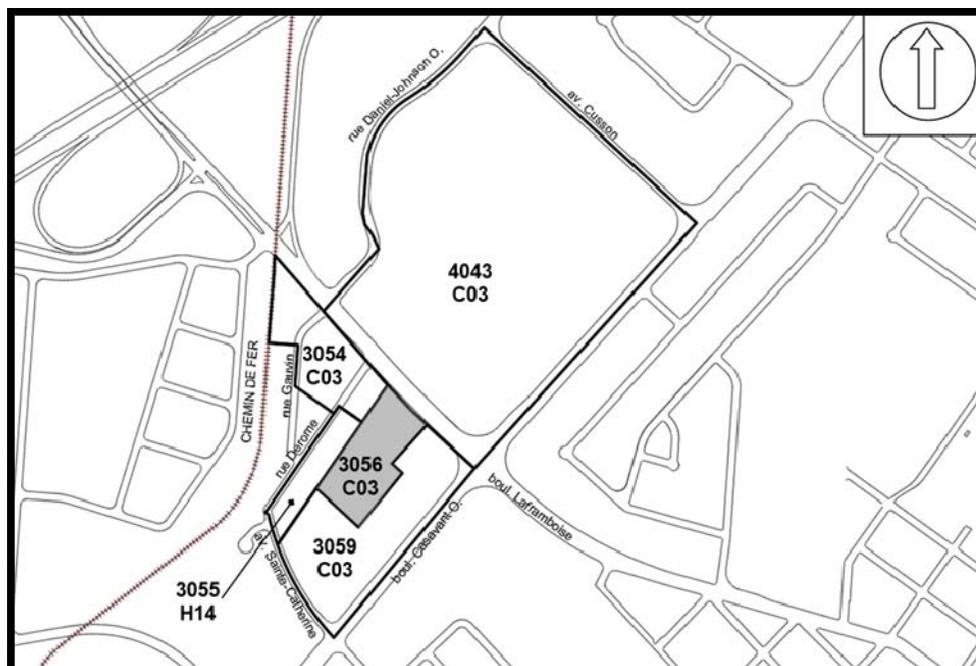
2. RÉSOLUTION SOUMISE À UNE APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Une demande relative à la résolution ayant pour objet la délivrance d'un permis de construction d'un immeuble à vocation mixte regroupant des unités d'habitation et des espaces commerciaux de bureau au 3245, boulevard Laframboise, peut provenir de la zone concernée et de toute zone contiguë à celle-ci.

Une telle demande vise à ce que la résolution soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter de l'une des zones à laquelle la résolution s'applique, ainsi que de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la résolution.

3. TERRITOIRE VISÉ

Le territoire visé est constitué de la zone concernée 3056-C-03 et de toute zone contiguë à celle-ci, soit les zones 4043-C-03, 3059-C-03, 3055-H-14 et 3054-C-03, représenté par le croquis suivant :



La zone concernée 3056-C-03 et ses zones contiguës sont situées dans le district Saint-Sacrement, à proximité de l'intersection des boulevards Laframboise et Casavant Ouest.

4. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit:

- indiquer clairement la résolution qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être reçue au plus tard le **3 décembre 2021, avant 13 h**, à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

Par courrier ou en personne :
Services juridiques et greffe
Hôtel de ville de Saint-Hyacinthe
700, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5B2

Par courriel :
juridiques@st-hyacinthe.ca

Si la demande est transmise par courrier, elle doit obligatoirement être reçue à l'adresse mentionnée au plus tard le **3 décembre 2021** (avant 13 h) pour être considérée, et ce, indépendamment des délais postaux.

- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou, si leur nombre dans la zone n'excède pas 21, par au moins la majorité d'entre elles.

5. PERSONNE INTÉRESSÉE

Est une personne intéressée, toute personne qui n'a pas été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse et qui remplit les conditions suivantes en date du **22 novembre 2021** :

- Être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;
- Être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande valide et, depuis au moins six (6) mois, au Québec;

OU

- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise dans une zone d'où peut provenir une demande.

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un établissement d'entreprise :

- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale : elle doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, en date du **22 novembre 2021**, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et qui n'a pas été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande.

Elle prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'a pas été remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre, conformément à la loi.

6. ABSENCE DE DEMANDE

Ce second projet de résolution est susceptible d'approbation référendaire. En l'absence de demande valide, la résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

7. CONSULTATION DES DOCUMENTS PERTINENTS

Le présent avis, ainsi que le second projet de résolution peuvent être consultés au greffe de l'hôtel de ville, situé au 700, avenue de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Hyacinthe.

Vous pouvez également obtenir des informations additionnelles en communiquant au 450-778-8317 ou à l'adresse suivante : juridiques@st-hyacinthe.ca.

Fait à Saint-Hyacinthe, ce 24 novembre 2021.

La greffière de la Ville,



Crystel Poirier, LL.L